



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Droits de douane

Trump annonce 10% de plus contre la Chine

Le président américain a ajouté que les surtaxes visant le Canada et le Mexique entreraient également en vigueur à compter du 4 mars. Le président Donald Trump .. • (Page 04)

Argentine

L'économie s'est contractée de 1,8% en 2024 sous Javier Milei

Pour la première année de Javier Milei comme président, l'économie argentine a connu un repli de 1,8% en 2024.... • (Page 08)



UEMOA / Vision prospective 2040 & Plan stratégique 2025-2030 • (Pages 03)

Les nouveaux référentiels exposés aux acteurs du Togo



Surveillance des marchés & régulation des prix • (Pages 04)

Le ministère du commerce échange avec les opérateurs économiques

Elevage au Togo

Un séminaire pour une meilleure prise en charge du bien-être animal

Le Togo s'engage activement dans une dynamique de transformation de l'élevage, avec un focus particulier sur le ... • (Page 02)

Diplomatie

Renforcement des liens entre le Royaume-Uni et le Togo

Le 26 février, le président togolais Faure Essozimna Gnassingbé a reçu l'Ambassadrice du Royaume-Uni, Harriet Thompson, pour des ... • (Pages 04)

Attijariwafa bank

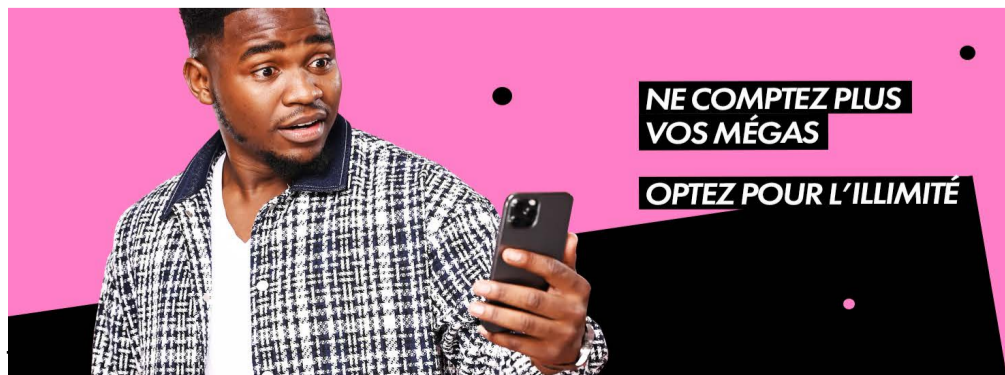
Un bénéfice net en hausse de 29% en 2024

Une année 2024 passée sous le signe de la performance et de l'engagement à Attijariwafa Bank avec une croissance solide et des résultats en ... • (Page 06)

Santé reproductive

Faure Gnassingbé distingué pour son engagement

Le président togolais Faure Gnassingbé a été honoré pour ses efforts remarquables en matière de santé reproductive. Le 25 février 2025, lors d'une ... • (Page 11)



NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS

OPTEZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Renforcer l'élevage au Togo

Un séminaire pour une meilleure prise en charge du bien-être animal

Le Togo s'engage activement dans une dynamique de transformation de l'élevage, avec un focus particulier sur le bien-être animal. Dans cette optique, un séminaire régional de trois jours a débuté le mardi 25 février à Lomé. Cet événement rassemble les points focaux nationaux de l'Organisation mondiale pour la santé animale (OMSA) afin de promouvoir des normes internationales de bien-être animal à travers les pays francophones d'Afrique.

• Hélène Martelot

L'objectif principal de cette rencontre est de renforcer les compétences des participants sur les standards mondiaux en matière de bien-être animal. Les discussions vont également porter sur les responsabilités des points focaux dans leurs pays respectifs et leur rôle crucial dans la définition des politiques nationales. Le séminaire vise ainsi à créer un cadre d'échanges enrichissants pour harmoniser les pratiques entre les différents pays et améliorer les conditions d'élevage dans la région. Le ministre d'État chargé des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance, Yark Damehame, a souligné lors de l'ouverture que ce séminaire représente une occasion unique de renforcer les capacités des acteurs nationaux et d'intégrer de manière plus poussée la dimension du bien-être animal dans les politiques publiques du pays.

Protection des animaux d'élevage

Depuis plusieurs années, le Togo met l'accent sur la protection des animaux d'élevage. En plus de cette initiative régionale, le pays mène également des actions concrètes, comme des campagnes régulières d'assainissement des médicaments vétérinaires, visant à lutter contre la circulation de médicaments frauduleux. Le séminaire s'inscrit donc dans un contexte plus large d'efforts visant à garantir un



environnement plus sain et sécurisé pour les animaux, tout en favorisant une évolution durable du secteur de l'élevage. L'élevage représente un pilier essentiel de l'économie rurale au Togo, contribuant significativement à la sécurité alimentaire, à l'emploi et aux revenus des ménages. Avec une population majoritairement agricole, l'amélioration des conditions d'élevage pourrait avoir un impact direct sur la compétitivité des producteurs togolais.

Améliorer la rentabilité du secteur

L'intégration du bien-être animal dans les politiques publiques apparaît ainsi comme un levier stratégique pour améliorer la rentabilité du secteur et garantir un développement plus durable. Dans un contexte de marchés de plus en plus exigeants, l'alignement des pratiques d'élevage togolaises sur les normes internationales de l'OMSA peut offrir au pays une opportunité économique majeure. En adoptant ces standards, le Togo pourrait renforcer sa compétitivité à l'exportation, notamment vers l'Union européenne et d'autres marchés où la traçabilité et le bien-être animal sont devenus des critères incontournables. De plus, cette

harmonisation avec d'autres pays francophones d'Afrique favorisera une meilleure intégration régionale, facilitant les échanges intra-africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). En garantissant une conformité accrue aux standards internationaux, le Togo pourra mieux s'imposer comme un acteur clé du commerce agroalimentaire régional.

Vers un élevage durable et compétitif

L'organisation de ce séminaire à Lomé reflète l'engagement du Togo à moderniser son secteur de l'élevage, en intégrant progressivement des critères de bien-être animal essentiels à sa compétitivité et à sa durabilité. Toutefois, pour que cette transformation soit réellement bénéfique à l'économie nationale, elle devra s'accompagner d'un cadre réglementaire renforcé, d'un soutien aux éleveurs et d'une stratégie d'investissement ambitieuse. En prenant en compte ces différents enjeux, le Togo pourrait non seulement améliorer la productivité et la rentabilité de son élevage, mais aussi s'ouvrir de nouvelles perspectives commerciales à l'échelle régionale et internationale.

AUX DECIDEURS ...

Une décennie d'engagement et d'innovation

Dix ans, c'est à la fois une étape et un point de départ. Coris Bank International Togo (CBI Togo) célèbre une décennie de présence sur le marché bancaire togolais avec une ambition renouvelée : être une banque plus proche, plus rapide et plus performante. Le forum clientèle organisé pour l'occasion le 20 février 2025 illustre cette volonté de renforcer la relation avec les clients et partenaires.

Dans un monde où les institutions financières sont souvent perçues comme rigides et impersonnelles, Coris Bank choisit une autre voie : celle de la proximité et du dialogue. Briser la barrière entre le banquier et le client, tel est l'objectif affiché par Alassane Kaboré, Directeur Général de CBI Togo. Le succès de cette approche est indéniable : une clientèle toujours plus nombreuse et un réseau en expansion.

79 000 clients bancaires, 195 000 utilisateurs de Coris Money et 17 agences à travers le pays. Ces chiffres ne sont pas anodins. Ils témoignent d'une institution qui a su adapter ses services aux besoins du marché togolais. La remise de distinctions aux sous-agents et partenaires de Coris Money est une preuve supplémentaire de cette stratégie axée sur la reconnaissance et la valorisation des acteurs clés du secteur.

Aujourd'hui, les clients veulent une banque qui réponde à leurs attentes sans délai et dans un cadre sécurisé. CBI Togo l'a compris et veut devenir une "banque rare", synonyme de réactivité et d'efficacité. Sa certification ISO atteste de son engagement à fournir des services de qualité, dans le respect des normes internationales.

Les défis sont nombreux : régulations de la BCEAO, lutte contre le blanchiment d'argent, finance islamique, gestion des devises... Autant d'enjeux abordés lors du forum, prouvant que la banque ne se contente pas de suivre les règles, mais entend jouer un rôle actif dans la modernisation du secteur financier togolais.

L'inauguration du nouveau siège social en 2024 au cœur de Lomé symbolise cette ambition : offrir un cadre moderne et innovant pour mieux servir les clients et partenaires. Coris Bank ne veut pas seulement être un acteur bancaire de référence ; elle veut être un moteur de développement, une banque qui accompagne la croissance économique du pays.

Dix ans après son arrivée au Togo, CBI Togo prouve qu'elle ne se repose pas sur ses acquis. Elle construit l'avenir avec audace et détermination. Une banque "autrement", tournée vers l'innovation et l'excellence. L'histoire ne fait que commencer.

M.T

Image du jour



Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA / Vision prospective 2040 & Plan stratégique 2025-2030

Les nouveaux référentiels exposés aux acteurs du Togo

Les 27 et 28 février 2025, Lomé, la capitale togolaise abrite les ateliers nationaux de vulgarisation de la Vision 2040 de l'UEMOA et du Plan Stratégique IMPACT 2030. Organisé par la Commission de l'UEMOA, cet événement réunit une cinquantaine d'acteurs économiques et institutionnels afin de s'approprier ces référentiels stratégiques et d'accompagner leur mise en œuvre au niveau national.

• Joël Yanclo

L'UEMOA, qui a célébré ses 30 ans d'existence en janvier 2024, ouvre une nouvelle ère dans son processus d'intégration avec l'élaboration d'une Vision Prospective 2040. Cette vision repose sur cinq axes stratégiques et trois objectifs majeurs dont, développer une base de production compétitive et diversifiée, en favorisant l'industrialisation et l'innovation ; améliorer le bien-être des populations, à travers des politiques sociales inclusives et des infrastructures modernes ; renforcer le rayonnement de la Commission de l'UEMOA, en consolidant son rôle moteur dans l'intégration régionale. Le scénario retenu pour incarner cette ambition est baptisé "Le vol de grues couronnées", une métaphore illustrant le progrès collectif et la prospérité partagée au sein de l'Union. Dans la continuité de cette dynamique, le Plan Stratégique IMPACT 2030 (2025-2030) a été conçu pour accélérer la transformation économique des États membres. Il repose sur douze programmes structurants vi-



sant notamment à renforcer l'attractivité économique, développer des filières porteuses de croissance, stimuler l'investissement et améliorer les conditions de vie des citoyens de l'Union.

Une ambition soutenue par le Togo

A l'ouverture des travaux, Madame Akou Mawussé ADETOU AFIDENYIGBA, Directeur de Cabinet du ministère de l'Économie et des Finances, a salué la vision du Chef de l'État togolais, Faure Essozimna GNASSINGBÉ, pour son engage-

ment en faveur de l'intégration sous-régionale. Elle a rappelé l'importance d'une synergie d'actions entre les États membres, soulignant que la mise en œuvre réussie de ces plans stratégiques repose sur une mutualisation des ressources et un engagement fort des partenaires techniques et financiers.

Pour Paul Koffi Koffi, Commissaire à l'UEMOA chargé du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Énergie et de l'Économie Numérique, « les documents qui font l'objet de cet atelier de deux jours, ont été élaborés dans une démarche par-

ticipative et inclusive avec des missions circulaires dans chaque Etat membre qui ont permis de collecter des données pour poser un bon diagnostic et définir des orientations stratégiques. »

Des référentiels face aux défis régionaux

Si la Vision 2040 et IMPACT 2030 constituent des cadres de développement ambitieux, leur mise en œuvre se heurte à plusieurs défis : les disparités économiques entre les États membres, qui nécessitent des mécanismes de convergence renforcés pour assurer un

développement harmonieux ; l'instabilité politique et sécuritaire dans certaines régions de l'Union, qui pourrait ralentir les réformes et les investissements ; le financement des projets structurants, qui dépendra en grande partie de la mobilisation de fonds auprès des institutions financières et du secteur privé. Toutefois, ces plans stratégiques offrent une feuille de route claire pour dynamiser l'économie régionale, en misant sur l'industrialisation, l'innovation et l'amélioration des infrastructures. L'implication des acteurs nationaux

et du secteur privé sera un facteur clé de succès pour concrétiser ces ambitions.

Une UEMOA en pleine mutation

Créée en 1994, l'UEMOA a joué un rôle essentiel dans l'harmonisation des politiques économiques et monétaires de ses États membres. Trois décennies plus tard, l'Union se projette vers une intégration plus approfondie, cherchant à renforcer son rôle dans un contexte global marqué par la digitalisation, la transition énergétique et les nouveaux enjeux géopolitiques. Avec ces ateliers de vulgarisation, le Togo confirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans la transformation économique de la sous-région. L'enjeu est désormais de traduire ces ambitions en actions concrètes, afin que la Vision 2040 et IMPACT 2030 ne restent pas de simples documents stratégiques, mais deviennent de véritables leviers de développement pour l'ensemble des populations de l'UEMOA.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Surveillance des marchés & régulation des prix

Le ministère du commerce échange avec les opérateurs économiques

Une réunion technique pour anticiper les fluctuations du marché. Madame Kayi MIVEDOR-SAMBIANI, Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale, a présidé, ce mardi 25 février 2025, une réunion technique avec les opérateurs économiques.

● Wilson Lawson

La rencontre s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent instauré entre le ministère et les acteurs du secteur pour aborder des questions cruciales telles que la disponibilité des produits, la régulation des prix, la lutte contre l'inflation et le contrôle de la qualité des marchandises.

Des échanges pour stabiliser le marché

Lors de son intervention, la ministre a salué la collaboration dynamique entre les autorités et les opérateurs économiques, soulignant l'importance de ces concertations régulières pour anticiper les tensions sur le marché. Elle a notamment évoqué l'impact de la demande extérieure sur l'approvisionnement du pays : « Nous avons souvent des cycles de tension sur la demande, que ce soit au niveau national ou régional, notamment lors du Ramadan, des fêtes de fin d'année ou de la rentrée scolaire. Ces discussions nous permettent d'anticiper et d'analyser l'évolution des prix sur les marchés », a-t-elle précisé.



Elle a également mis en avant le rôle du Togo dans la chaîne d'approvisionnement des pays de l'hinterland, qui s'approvisionnent en produits de base comme le sucre, l'huile et le riz. Un ralentissement de cette demande pourrait impacter les dynamiques locales et nécessiter une veille économique renforcée.

Une régulation plus efficace des échanges commerciaux

Outre la surveillance des prix et de l'offre, d'autres sujets ont été abordés lors de la rencontre, notamment la fiscalité, les autorisations d'importation et d'exportation, ainsi que les procédures de mise sur le marché des produits. Les opérateurs économiques ont été invités à formuler des propositions concrètes, qui

seront examinées en collaboration avec les ministères concernés. Thierry AWESSO, Directeur général de NIOTO, a salué cette initiative gouvernementale, soulignant son importance pour stabiliser les prix et protéger le pouvoir d'achat des ménages : « Le Gouvernement a mis en place un cadre de concertation permanent entre les acteurs économiques et l'État pour éviter les situations d'inflation. Une veille stratégique et des mesures adaptées sont nécessaires pour assurer la stabilité du marché et soutenir la production locale », a-t-il affirmé.

Des défis régionaux

Le renforcement du dialogue public-privé intervient dans un contexte économique tendu, où les fluctuations des prix des matières premières et les variations de l'offre impactent directement les marchés togolais et régionaux. La concurrence avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la dépendance aux importations et les effets du changement climatique sur les productions locales accentuent les défis à relever. Face à ces enjeux, le ministère du Commerce entend poursuivre cette dynamique de concertation et de régulation, en mettant en place des mécanismes de suivi plus performants pour assurer un marché stable et compétitif au bénéfice des consommateurs et des entreprises togolaises.

Diplomatie

Renforcement des liens entre le Royaume-Uni et le Togo

Le 26 février, le président togolais Faure Essozimna Gnassingbé a reçu l'Ambassadrice du Royaume-Uni, Harriet Thompson, pour des entretiens stratégiques visant à renforcer les relations bilatérales entre les deux nations.

Les discussions ont porté sur plusieurs domaines économiques, notamment le commerce, les investissements et la collaboration entre les entreprises britanniques et les acteurs togolais. Mme Thompson a souligné l'enthousiasme des entreprises britanniques pour le marché togolais : « Nos entreprises souhaitent s'associer avec les acteurs locaux, investir et développer des échanges commerciaux », a-t-elle affirmé. Ce rapprochement s'inscrit dans un cadre plus large, visant à dynamiser les partenariats économiques et commerciaux entre le Togo et le Royaume-Uni. Les deux parties ont également abordé des enjeux de sécurité régionale, avec un accent particulier sur la lutte contre le terrorisme et la coopération



en matière de défense. Le partage d'expériences et de stratégies pour maintenir la stabilité en Afrique de l'Ouest a été au cœur de ces discussions. En outre, l'Ambassadrice a salué l'engagement du président Gnassingbé dans la promotion de la paix et de la sécurité dans la région. Un engagement qui, selon elle, est essentiel

pour la prospérité collective du continent africain. Il est également intéressant de noter qu'en 2024, une délégation d'investisseurs britanniques avait visité le Togo, découvrant des opportunités économiques, notamment au sein de la plateforme industrielle d'Adetikopé.

Hélène Martelot

Togo

Le recensement des entreprises démarre le 3 mars prochain

Au Togo, le 2^e Recensement général des entreprises (RGE-2) débutera le 3 mars 2025 pour s'étendre sur deux mois, soit jusqu'au 3 mai 2025. L'annonce a été faite à Lomé ce jeudi 20 février 2025, lors d'une cérémonie officielle présidée par la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi Mivedor.

Pour le compte de cette opération, 1300 agents recenseurs seront déployés, et identifiables grâce à leurs badges et gilets. Ceux-ci seront missionnés de collecter des informations détaillées sur la répartition géographique des entreprises, leur taille ainsi que les secteurs d'activités dans lesquels elles évoluent. L'objectif affiché est de doter les autorités publiques et les investisseurs d'outils fiables et actualisés, afin d'orienter efficacement les politiques publiques et les stratégies d'investissement.

Afin de garantir la fiabilité des données collectées, l'opération intègre des outils d'intelligence artificielle, censés améliorer la précision et l'efficacité du processus. En amont du recensement, une phase de sensibilisation est prévue, au profit de l'ensemble des parties prenantes aussi bien à Lomé que dans les cinq régions économiques du pays. La formation des agents et contrôleurs, ainsi qu'une enquête pilote destinée à tester le dispositif,

sont également annoncées, au titre des étapes préparatoires. Ce recensement bénéficie du soutien financier de la Banque mondiale, dans le cadre du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO). La première opération, réalisée en 2017, avait permis d'identifier 115 880 entreprises sur l'ensemble du territoire togolais.

Avec Togo First



Médiation institutionnelle

Le Togo au cœur des discussions de l'AMP-UEMOA

Depuis le mardi 25 février, le Togo accueille la 7^{ème} Assemblée générale de l'Association des médiateurs des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (AMP-UEMOA). L'événement, qui se poursuit jusqu'au 27 février, rassemble des délégations de plusieurs pays autour du thème de la médiation institutionnelle dans l'espace UEMOA.



Cette rencontre d'envergure est marquée par des échanges approfondis sur les défis et les perspectives de la médiation institutionnelle dans la sous-région. Sous l'impulsion du ministre en charge des Droits de l'Homme, Pacôme Adjourouvi, les travaux visent

à renforcer les mécanismes d'intervention des médiateurs afin d'améliorer l'efficacité des institutions publiques. L'objectif est d'approfondir la consolidation de la bonne gouvernance et la protection des citoyens, des enjeux cruciaux pour la stabilité et la prospérité de la région. A ce titre, la présidente de l'AMP-UEMOA et

médiateur de la République togolaise, Awa Nana-Daboya, a souligné l'importance capitale du rôle des institutions dans la consolidation de l'État de droit. Elle a affirmé que « renforcer leur efficacité est essentiel pour mieux répondre aux attentes des populations. » Au-delà des discussions sur la mé-

diation institutionnelle, cette Assemblée générale de Lomé sera également l'occasion de renouveler les instances dirigeantes de l'AMP-UEMOA, afin de continuer à promouvoir la coopération et l'amélioration des pratiques dans ce domaine vital pour la région.

Hélène Martelot

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
» Couverture médiatique
- 
» Insertion publicitaire
- 
» Publi-reportage ...

*Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!*

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Attijariwafa bank

Un bénéfice net en hausse de 29% en 2024

Une année 2024 passée sous le signe de la performance et de l'engagement à Attijariwafa Bank avec une croissance solide et des résultats en forte hausse

● Nicole Esso

Attijariwafa Bank a clôturé l'année 2024 sur une performance financière exceptionnelle, marquée par une croissance soutenue de ses principaux indicateurs. Son produit net bancaire consolidé a progressé de 15,2%, atteignant 34,5 milliards de dirhams (MMDH), grâce à une forte activité commerciale et une hausse notable des revenus des activités de marché. Le résultat net consolidé a bondi de 28,9% pour atteindre 11,7 MMDH, tandis que le résultat net part du groupe a progressé de 26,6% à 9,5 MMDH.

Un soutien accru aux ménages et aux entreprises

En 2024, Attijariwafa Bank a renforcé son engagement en faveur du financement des ménages et des entreprises. Les crédits accordés aux particuliers ont atteint 10 MMDH, facilitant la consommation et l'accès au logement. De même, les PME marocaines ont bénéficié d'un accompagnement accru avec 10 MMDH de crédits distribués en partenariat avec Tamwilcom et Ma-



● Mohammed El Kettani, PDG d'Attijariwafa Bank

roc PME. L'investissement a également constitué un levier clé de croissance avec une hausse de 29% des crédits à l'équipement, atteignant 88 MMDH. Les crédits aux entreprises ont quant à eux progressé pour atteindre 220 MMDH, consolidant ainsi la part de marché de la banque à 30% sur ce segment.

Une épargne en forte progression et un soutien à l'entrepreneuriat

L'encours des dépôts a enregistré une croissance de 14%, atteignant 335 MMDH, avec une collecte nette exceptionnelle de 40 MMDH. Cette dynamique témoigne de la confiance des clients dans la solidité de la banque. L'inclusion financière et le soutien à l'entrepreneuriat ont égale-

ment été au cœur des initiatives de la banque. Le programme "Dar Al Moukawil" a poursuivi son expansion avec l'ouverture d'un nouveau centre à Tétouan et une montée en puissance de sa plateforme digitale, qui a enregistré plus de 4 millions de sessions. Grâce à ce dispositif, 273.000 très petites entreprises (TPE) ont été accompagnées, dont 218.000 ont bénéficié de formations spécialisées.

Engagement faveur du développement durable

Attijariwafa Bank a consolidé son rôle d'acteur majeur de la transition écologique avec des avancées significatives en matière de réduction des émissions de CO2. En 2024, la banque a diminué

ses émissions propres de 8%, portant la baisse cumulée à 34% en six ans. Dans cette même dynamique, elle a lancé le premier fonds d'investissement marocain dédié à l'efficacité énergétique des PME, destiné à financer des projets innovants et durables en Afrique.

Dernière phase du plan stratégique "Ambitions 2025"

L'année 2025 sera déterminante pour Attijariwafa Bank, qui entamera la dernière phase de son plan stratégique "Ambitions 2025". Ce programme vise à renforcer sa position sur le continent africain, à accélérer la digitalisation et à s'aligner sur les meilleurs standards de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale. Avec des ratios de rentabilité en hausse et

une base financière consolidée par des émissions obligataires de 2,5 MMDH, la banque aborde l'année à venir avec une solide capacité d'investissement. Le conseil d'administration a d'ailleurs annoncé une proposition de dividende de 19 dirhams par action, confirmant la confiance dans la trajectoire de croissance du groupe et la solidité de ses résultats.

Pour faire face aux pandémies

La BAD et le Fonds de lutte mobilisent des ressources

La Banque africaine de développement affiche un solide bilan en matière d'investissements visant à renforcer les systèmes de santé, comme en témoigne le soutien apporté aux installations médicales marocaines dédiées à la lutte contre les pandémies.



● Vivien Atakpabem

Le Groupe de la Banque africaine de développement a signé un accord pour devenir une entité de mise en œuvre du Fonds de lutte contre les pandémies. Cet accord permet à la Banque de coordonner le financement des projets approuvés par le Fonds en Afrique, et de participer à un appel à propositions pour le financement d'investissements dont le lancement est prévu le mois prochain. L'accord sur les procédures financières, signé en janvier avec le Groupe de la Banque mondiale (la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a été le fiduciaire du Fonds de lutte contre les pandémies) permet à la Banque africaine de développement de participer au financement de 500 millions de dollars du secrétariat du Fonds pour mettre en œuvre des programmes, des projets et des politiques liés aux pandémies, particulièrement dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu. Le Fonds de lutte contre les pandémies est un partenariat entre

des pays donateurs, des co-investisseurs, des fondations et des organisations de la société civile. Il est hébergé par la Banque mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) en est le chef de file technique. Le Fonds aide les pays et les régions à renforcer leurs systèmes de santé et à accroître leurs investissements afin de renforcer leurs capacités de prévention, de préparation et de réponse aux pandémies. «Les pays africains demandent de plus en plus d'aide pour combler les lacunes de leurs infrastructures sanitaires nationales, mises en évidence par la pandémie de Covid-19 et d'autres crises sanitaires. En tant qu'entité chargée de la mise en œuvre du Fonds de lutte contre les pandémies, la Banque africaine de développement capitalise sur son expérience en combinant le financement des infrastructures avec un soutien complémentaire pour améliorer la qualité de vie des populations africaines», a déclaré Beth Dunford, vice-présidente de la Banque chargée de l'Agriculture et du Développement humain et social. À ce jour, le Fonds de lutte contre les pandémies a financé deux appels à propositions et approuvé 47 projets ayant un impact sur 75 pays

dans six régions du monde. En moyenne, 43 % de ses ressources ont été allouées à des pays d'Afrique subsaharienne, la région où la demande est la plus forte. Dans le cadre du deuxième appel à propositions, plus de la moitié des fonds accordés ont été alloués à l'Afrique subsaharienne. En tant qu'entité de mise en œuvre, la Banque africaine de développement jouera également un rôle de supervision, en apportant un soutien aux organisations bénéficiaires dans la mise en œuvre et en fournissant des rapports financiers et d'avancement au Conseil d'administration du Fonds. La collaboration de la Banque avec le Fonds de lutte contre les pandémies s'inscrit dans le cadre de sa Stratégie pour des infrastructures sanitaires de qualité en Afrique, qui vise à renforcer les infrastructures sanitaires et à améliorer les résultats en matière de santé en Afrique. Le Fonds de lutte contre les pandémies a été créé en septembre 2022, la Banque y participant d'abord comme observateur, avant d'en devenir membre à part entière, deux mois plus tard, lors des réunions du G20 à Bali, en Indonésie.

Turquie-Afrique

Le 4ème Sommet se tiendra en 2026 en Libye

Outre la diplomatie et les outils de soft-power comme les organisations religieuses et humanitaires, Ankara mise sur les ventes d'armes et les accords de coopération dans le domaine de la sécurité pour renforcer son influence économique et politique en Afrique.

La Libye accueillera la quatrième édition du Sommet Afrique-Turquie en 2026, a annoncé le conseil présidentiel libyen dans un communiqué publié le mardi 18 février. Indiquant que cette décision a été prise lors du 38e Sommet de l'Union africaine (UA) tenu à Addis-Abeba les 15 et 16 février, l'organe exécutif unifié libyen, dont les membres représentent chacune des trois régions historiques de la Libye, a également souligné l'importance pour le pays d'Afrique du Nord d'accueillir le prochain Sommet Turquie-Afrique « dans le cadre des efforts visant à restaurer son rôle actif et sa position de leader sur le continent ». Le communiqué indique que l'accueil de cet événement représente une « reconnaissance internationale renouvelée du potentiel de la Libye et de son rôle central dans le renforcement du



dialogue et de la coopération stratégique entre l'Afrique et les pays clés et l'encouragement de partenariats plus efficaces pour la réalisation des objectifs du continent ». Les trois premières éditions du Sommet Turquie-Afrique ont été organisées en 2008 à Istanbul, en 2014 à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale et en 2021 à Istanbul. La Turquie a adopté en 2023 une « politique africaine » qui a donné une grande impulsion à sa présence sur le continent. Les échanges commerciaux bilatéraux sont passés de 3 milliards de dollars en 2003 à près de 41 milliards de dollars en 2022, alors que les entreprises turques ont réali-

sé 1977 projets d'infrastructures d'une valeur cumulée de 91,6 milliards de dollars en Afrique à la mi-novembre 2024, selon le vice-président turc, Cevdet Yılmaz. Selon l'Institut international de recherche sur la paix (Sipri), la Turquie est le quatrième exportateur d'armes vers l'Afrique, grâce notamment à la forte demande de ses célèbres drones Bayraktar TB2 et de ses véhicules blindés Kirpi. L'armée turque dispense également des formations à certaines forces de sécurité africaines, comme c'est le cas en Libye et en Somalie. A Mogadiscio, la Turquie a ainsi construit un centre militaire pour former l'armée somalienne à la lutte contre le groupe extrémiste Al-Shebab. Ankara utilise par ailleurs des outils de soft power à l'instar de plusieurs autres puissances engagées en Afrique.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 27 février 2025

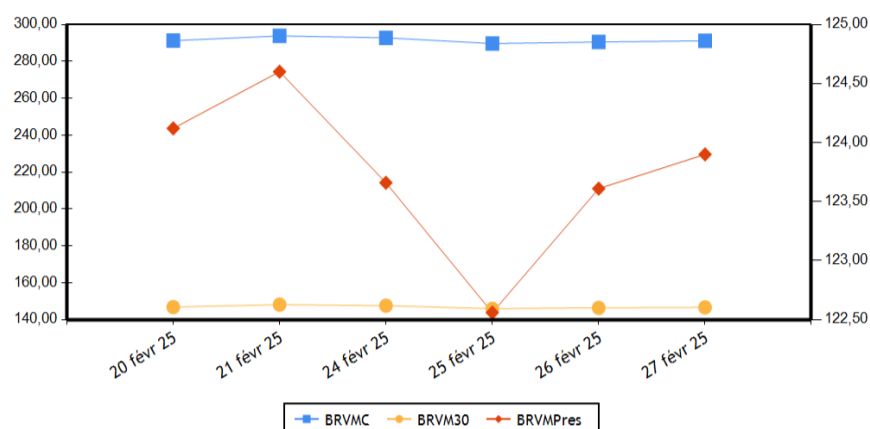
N° 41

BRVM COMPOSITE	291,12
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	5,47 %

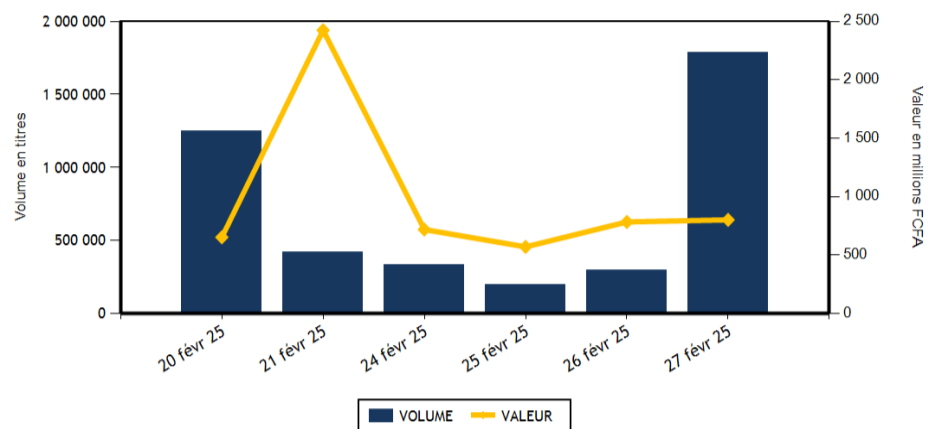
BRVM 30	146,67
Variation Jour	0,18 %
Variation annuelle	5,72 %

BRVM PRESTIGE	123,90
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	7,89 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 918 898 211 625	0,22 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 783 430	507,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	766 162 632	0,04 %
Nombre de titres transigés	44	-2,22 %
Nombre de titres en hausse	20	5,26 %
Nombre de titres en baisse	18	28,57 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	7 095	7,50 %	-17,55 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 885	7,10 %	-14,32 %
CIE CI (CIEC)	2 380	6,97 %	8,43 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 995	6,31 %	15,79 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 550	5,81 %	42,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,90	0,23 %	7,89 %	49 499	608 716 160	10,83
BRVM-PRINCIPAL	37	145,17	0,45 %	5,11 %	1 733 931	157 446 472	12,02

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	131,23	2,08 %	11,82 %	9 365	26 844 535	19,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	792,67	0,08 %	3,76 %	22 576	478 099 970	11,55
BRVM - FINANCES	15	106,98	-0,22 %	5,14 %	1 704 602	133 624 992	7,42
BRVM - TRANSPORT	2	321,42	0,75 %	-2,18 %	1 693	2 207 560	4,05
BRVM - AGRICULTURE	5	216,80	-0,15 %	10,01 %	12 411	36 407 365	15,02
BRVM - DISTRIBUTION	7	386,46	2,28 %	15,26 %	28 582	84 188 460	23,21
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	682,25	0,19 %	5,05 %	4 201	4 789 750	23,11

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,61	-0,10 %	3,61 %	20 374	472 234 230	11,56
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,43	-0,24 %	0,43 %	8 410	10 398 195	23,61
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	105,14	-0,23 %	5,14 %	1 704 602	133 624 992	7,42
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	113,64	1,28 %	13,64 %	13 666	48 409 975	19,89
BRVM - INDUSTRIELS	7	105,77	0,22 %	5,77 %	8 547	11 847 325	7,06
BRVM - ENERGIE	4	116,27	3,99 %	16,27 %	25 629	83 782 175	19,89
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	108,10	5,26 %	8,10 %	2 202	5 865 740	11,49

Droits de douane

Trump annonce 10% de plus contre la Chine

Le président américain a ajouté que les surtaxes visant le Canada et le Mexique entreraient également en vigueur à compter du 4 mars.

Le président Donald Trump a annoncé jeudi que les États-Unis imposeraient des droits de douane supplémentaires de 10% sur les produits chinois à compter du 4 mars. Il a précisé que les surtaxes visant le Canada et le Mexique entreraient également en vigueur à cette date.

Sur «Truth Social»

Accusant les trois pays de favoriser l'entrée de la drogue fentanyl aux États-Unis, M. Trump a déclaré sur son réseau Truth Social que «tant que ce fléau continuera ou ne sera pas sérieusement endigué, les droits de douane annoncés (à l'égard du Canada et du Mexique) entreront en vigueur le 4 mars, selon le calendrier prévu» et «la Chine se verra également imposer un droit de douane supplémentaire de 10% à cette date». Les produits chinois sont déjà visés depuis début février par 10% de droits de douane



additionnels, auxquels Pékin a répondu par des surtaxes ciblées sur les exportations américaines. Quant au Canada et au Mexique, Donald Trump avait aussi promis d'infliger 25% de droits de douane début février sur leurs exportations en raison de l'immigration illégale et de la contrebande de fentanyl.

Sursis de 30 jours échu

Il avait fait volte-face quelques heures avant leur entrée en vigueur, assurant avoir obtenu des engagements des deux pays, et

leur accordant un sursis de 30 jours. Mais la pause d'un mois prendra bien fin mardi prochain, a donc assuré le président américain. Donald Trump accuse aussi la Chine de passivité face à la production sur son sol de précurseurs chimiques du fentanyl. Il a aussi affirmé jeudi que des droits de douane «réciproques» à l'égard des partenaires commerciaux des États-Unis seraient mis en place à partir du 2 avril. La veille, Trump a annoncé que les produits européens feront l'objet «prochainement» de 25% de droits de douane.

(AFP)

Argentine

L'économie s'est contractée de 1,8% en 2024 sous Javier Milei

Pour la première année de Javier Milei comme président, l'économie argentine a connu un repli de 1,8% en 2024.

L'économie argentine a connu un repli de 1,8% en 2024 pour la première année du gouvernement Milei, deuxième année de contraction de suite, mais un recul moindre que les prévisions, qui avoisinaient ou dépassaient -3%. L'activité de la troisième économie d'Amérique latine a enregistré sur les douze mois de 2024 une contraction légèrement plus prononcée que l'année précédente (-1,6%), selon l'estimation mensuelle publiée mardi, par l'Institut national de la Statistique (Indec). Mais l'économie, selon l'Indec, a montré des signes de récupération marquée en décembre par rapport à décembre 2023 (+5,5%), et également une légère amélioration par rapport à novembre (+0,5%). Dans ses dernières projections, en janvier, pour l'économie argentine, le Fonds monétaire international (FMI) tablait sur une contraction de 2,8% pour l'année 2024.

Rebond prévu en 2025

Ses précédentes estimations, en octobre, misaient sur une récession de 3,5% en Argentine, comme la Banque mondiale. Plusieurs analystes privés anticipaient pour



leur part sur une contraction autour de 3%. Le FMI a prédit pour 2025 un fort rebond de l'économie argentine avec 5% de croissance, en ligne avec les projections du gouvernement. La première année de présidence de l'ultralibéral Javier Milei a été marquée, outre par une brutale dévaluation d'emblée de plus de 50% du peso, par une drastique politique d'austérité budgétaire, paralysant les chantiers publics, asséchant les subventions (transports, énergie) et supprimant des organismes ou instituts publics. Thérapie «choc» promise dès le début par l'économiste «anarcho-capitaliste», qui a eu pour résultat macro-économique le premier excédent budgétaire annuel en Argentine depuis quatorze ans. Et une inflation, chronique ces dernières années, ramenée en un an de 211% (sur l'année 2023) à 117%.

Avec lematin.ch

Coût social élevé

Poursuivant sa tendance baissière, l'inflation pour le mois de janvier s'est établie à 2,2%, le plus bas indice mensuel depuis quatre ans et demi. Ces indicateurs ont toutefois eu pour corollaire un coût social élevé, avec la perte de centaines de milliers d'emploi, et un bond de la pauvreté à plus de 50% au premier semestre, selon les chiffres officiels. Cette dernière a, ces derniers mois, montré des signes de baisse, à moins de 40% assure l'exécutif, un chiffre toutefois contesté. Groggy, l'économie argentine s'était contractée de -5,2% au premier trimestre 2024, puis de -3,4% au deuxième et de -2,1% au troisième, selon les données officielles, pour finalement finir l'année en dessous de 2%.

Cybercriminalité

Un vol record de cryptomonnaies dû à la Corée du Nord

Le FBI accuse Pyongyang d'être derrière le vol de 1,5 milliard de dollars à une plateforme d'échanges.

Le FBI a attribué mercredi à la Corée du Nord le vol de 1,5 milliard de dollars d'actifs numériques sur la plateforme d'échange de cryptomonnaies Bybit, révélé la semaine dernière, la plus grosse somme connue jamais dérobée en cryptomonnaie. Vendredi, le cofondateur et dirigeant de Bybit, Ben Zhou, avait déclaré sur X qu'«environ 400'000 ethereum» avaient été volés au cours de l'opération. Le vol est attribué à l'organisation nord-coréenne TraderTraitor, dit aussi «Lazarus Group», a souligné le FBI. Le Lazarus Group «a rapidement converti une partie des actifs volés en bitcoin et autres actifs numériques éparpillés à travers des milliers d'adresses sur de nombreuses blockchains», a détaillé cette source. Désormais, «on s'attend à ce que ces actifs soient blanchis et convertis en monnaie fiduciaire», souligne le FBI.

Il avait hacké Sony Pictures

Le groupe Lazarus s'est fait connaître il y a environ dix ans quand il a été accusé d'avoir hacké l'agence de production américaine Sony Pictures Entertainment, une revanche après la sortie du film «The Interview» qui ridiculisait le



dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Il serait également à l'origine du vol d'Ethereum et d'USD Coin d'une valeur de 620 millions de dollars sur le Ronin Network en 2022, à l'époque déjà le plus grand vol de cryptomonnaies de l'histoire. En décembre, les États-Unis et le Japon lui ont reproché un vol de cryptomonnaies pour une valeur totale de plus de 300 millions de dollars sur la plateforme d'échange japonaise DMM Bitcoin. L'ethereum est la deuxième cryptomonnaie au monde en terme de capitalisation. Elle repose sur la blockchain, protocole informatique qui permet d'enregistrer de manière décentralisée et théoriquement infalsifiable les transactions dans le monde entier.

3 milliards volés pour financer le nucléaire

L'année dernière, un groupe

d'experts des Nations unies sur le contournement des sanctions par la Corée du Nord a estimé que le pays avait volé plus de trois milliards de dollars en cryptomonnaies depuis 2017. Une grande partie de l'activité de piratage serait dirigée par le Bureau général de reconnaissance de Pyongyang, sa principale agence de renseignement étrangère. L'argent volé aide à financer le programme d'armes nucléaires du pays, avait déclaré le groupe d'experts. Le programme de guerre informatique de la Corée du Nord remonte au moins au milieu des années 1990. Selon un rapport de l'armée américaine en 2020, l'unité nord-coréenne de cyberguerre, le «Bureau 121», compte 6000 membres qui opèrent aussi à partir de l'étranger, notamment de Biélorussie, de Chine, d'Inde, de Malaisie ou de Russie.

(afp)

Allemagne

Le patronat met la pression sur le futur gouvernement

Stagnation, bureaucratie, coûts élevés : les milieux d'affaires exigent un électrochoc politique pour relancer la compétitivité.

Au lendemain de la victoire étriquée de Friedrich Merz aux élections anticipées, l'horizon économique demeure plus que jamais bouché outre-Rhin. En février, le moral des entrepreneurs allemands est resté atone, confirmant la stagnation d'une économie toujours en attente d'un rebond. L'indice IFO, baromètre clé du climat des affaires, s'est maintenu à 85,2 points, un niveau inchangé par rapport à janvier, signe que la première économie européenne peine à retrouver un élan. «L'économie est restée en attente», confirme Clemens Fuest, président de l'Institut IFO, qui sonde chaque mois 9 000 chefs d'entreprise. Un constat qui tombe à point nommé, au lendemain des élections législatives anticipées. «Ce lundi est un bon moment pour la publication de cet indicateur, car il souligne que l'Allemagne est



profondément en crise et que des réformes favorables à la croissance sont urgentes», insiste Jens-Oliver Niklasch, économiste chez LBBW. Après deux années consécutives de récession, un retournement de tendance semble encore lointain.

Un sursaut politique

Conscients de l'urgence, les milieux d'affaires appellent à la formation rapide d'un gouvernement capable d'engager des réformes structurelles. «L'Allemagne a besoin d'un exécutif prêt à agir, et vite», exhorte Christian Sewing, président de l'Association des banques allemandes et

patron de Deutsche Bank. Il insiste sur la nécessité d'un «nouveau départ» économique, fondé sur des réformes profondes. Même son de cloche du côté de Siemens Energy. «L'Allemagne doit regagner en compétitivité sans tarder, et les partisans centristes doivent s'accorder sur une coalition aussi vite que possible», plaide Christian Bruch, son directeur général. Pour lui, l'enjeu énergétique est prioritaire : «Il faut accélérer le développement des centrales à gaz, de l'éolien et moderniser les réseaux électriques, tout en sécurisant l'accès aux matières premières.»

Avec latribune.fr

Madagascar

La certification des droits fonciers change la vie des agriculteurs

Au large de l'Afrique du Sud-Est, un simple document fait toute la différence. Sur l'île fertile de Madagascar, plus de 85 pour cent de la population vit de l'agriculture. Pendant des décennies, l'un des principaux obstacles rencontrés par les agriculteurs était l'obtention de droits légaux sur leur terre.

Quand ils sont certifiés par l'administration, ces droits de propriété fonciers sont indispensables pour avoir une protection légale en cas de contestation. Ils sont également essentiels pour que les agriculteurs puissent investir sereinement dans leur terre et avoir accès à des prêts auprès d'institutions financières en donnant leur terre en garantie. Madagascar utilisait un système dépassé, matérialisé par des papiers fragiles en train de s'effacer, empilés sur des étagères dans des bureaux poussiéreux. Obtenir un titre foncier officiel était une démarche laborieuse, longue et coûteuse. C'est pourquoi des millions d'agriculteurs n'étaient pas en mesure de prouver que la terre qu'ils travaillaient était la leur. Ce système s'est souvent traduit par des conflits récurrents, un manque d'investissements



dans les terres agricoles et une faible productivité économique. En 2016, le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fourni une assistance technique à la Banque mondiale dans le cadre du projet de croissance agricole et de sécurisation foncière à Madagascar, désigné par l'acronyme CASEF. L'objectif de Madagascar est de délivrer 8 mil-

lions de certificats d'ici 2030. La FAO s'est appuyée sur son expérience acquise dans des projets similaires menés en Amérique latine pour mettre au point une méthode adaptée pour faciliter la reconnaissance de la propriété foncière avec l'enregistrement systématique des parcelles, la mise au point d'outils pour gérer l'information et la formation du personnel dans les institutions nationales et les guichets fonciers communaux. Des centaines de géomètres

ont été recrutés et plus de 400 guichets fonciers communaux ont ouverts pour faciliter la demande de certificats par les agriculteurs. Les agriculteurs reçoivent toujours un document papier mais les certificats comprennent désormais un QR code qui renvoie à une version numérique, qui sera stockée dans un registre national une fois que le système sera entièrement déployé. Dans le cadre du projet, les guichets communaux ont reçu des ordinateurs pour l'enregistrement informatique et des panneaux solaires pour renforcer le réseau électrique et la connectivité.

Avoir l'esprit tranquille

Le nouveau système a rendu plus sereins les petits producteurs, a réduit les conflits entre voisins, a fait chuter le coût de chaque certificat de 600 USD à 32 USD et a fait tomber la durée de traite-

ment des dossiers de 6 ans à 6 mois. À ce jour, le projet a permis la certification de 1,1 million de parcelles au profit de 206 000 foyers, ce qui représente 10 pour cent des terres rurales de Madagascar. L'administration a délivré autant de certificats fonciers en 4 ans dans 6 régions qu'au cours des 17 années précédentes dans l'ensemble du pays – ces chiffres illustrent l'ampleur de la démarche. Rasolofo Andrianoarintsoa, un agriculteur basé à Ambatotsipihana, une communauté rurale située au sud de la capitale, Antananarivo, raconte : « Pendant de nombreuses années, je n'avais aucun document légal pour prouver que j'étais propriétaire. C'est pourquoi, quand nous avons entendu parler de l'opération des certificats fonciers, nous avons fait les démarches et maintenant nous jouissons pleinement de nos droits. » Rasolofo a utilisé son certificat comme garantie pour acheter des engrais pour

ses cultures et emprunter auprès d'institutions de microcrédit. Razanamana Philippine, une veuve cultivatrice de haricots a le même ressenti. Elle raconte que le certificat foncier l'a tranquillisée et lui a permis de doubler la superficie des terres qu'elle peut cultiver. « Maintenant que j'ai un certificat, personne ne peut remettre en question mon droit à cultiver cette terre », déclare-t-elle. Fabrice Edouard, spécialiste des régimes fonciers à la FAO, déclare : « Le succès du projet est si manifeste que la FAO est en train d'apporter une assistance technique dans le cadre d'un projet similaire, cette fois en coopération avec le Fonds international de développement agricole (FIDA). La FAO conseille également le Gouvernement malgache au sujet de futures politiques foncières. »

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Concernant les finances, l'influence de Neptune sera ambiguë. Elle aura pour effet de vous plonger dans l'illusion et la confusion. Attention donc : si vous devez signer des contrats ou prendre des décisions financières importantes, redoublez de vigilance. Votre manque de lucidité pourrait vous pousser à faire le mauvais choix. Certains d'entre vous risquent en outre d'avoir affaire à des interlocuteurs malhonnêtes.

Taureau Le secteur finances sera dans l'ensemble assez calme. Mercure vous incitera à bien gérer votre budget et à faire les bons choix, à équilibrer raisonnablement vos rentrées et vos dépenses.

Gémeaux De l'audace côté finances, vous en aurez à revendre. Peut-être même un peu trop. Et c'est sur ce plan que devront porter vos efforts. Si vous parvenez à maîtriser vos élans imprudents et à ne pas céder au désir irréaliste de faire fortune du jour au lendemain grâce à des opérations risquées, tout ira pour le mieux. Vous réussirez à améliorer votre situation matérielle.

Cancer La Lune n'est pas hostile à vos finances, mais sa présence implique toujours une période de rigueur. Un effort réel devra être fourni dans la gestion de votre patrimoine.

Lion Vous pourrez faire une dépense extravagante et puis, aussitôt après, vous vous mettrez à culpabiliser. Ne vous tourmentez pas trop : tant que vous restez dans des limites raisonnables, ce n'est pas catastrophique, car les planètes vous seront globalement favorables en matière pécuniaire cette fois.

Vierge Voilà une journée tout à fait favorable pour envisager de lourdes dépenses concernant votre logement. Vous aurez des idées claires et judicieuses. Mais les astres ne seront pas favorables à un achat ou une rénovation importante dans l'immédiat. Il faudra attendre quelques semaines encore. Profitez de ce délai imposé pour peaufiner votre stratégie de financement, en essayant de prévoir l'imprévisible. Ne calculez pas trop juste, accordez-vous une bonne marge de manoeuvre.

Balance La Lune va s'occuper activement d'une zone liée à l'argent. Cela ne veut pas dire que des difficultés financières vous attendent. Mais pour bien gérer votre budget, vous aurez intérêt dès maintenant à tenir compte de cet impact, qui indique que dans l'avenir immédiat votre essor financier risque d'être relativement bloqué. Tout ira bien si vous ne vivez pas au-dessus de vos possibilités.

Scorpion Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

Capricorne Soyez très prudent dans la gestion de votre budget, en vous obligeant à n'agir que selon vos propres moyens. "Avant de bâtir la tour, il faut calculer la dépense" (Evangile). Attention à la tentation de vous endetter inconsidérément ou de jongler avec votre découvert en banque. Sachez modérer vos ambitions et vos besoins.

Sagittaire Avec les dépenses imprévues que Jupiter vous obligera à engager aujourd'hui, de sérieuses difficultés de trésorerie pourront vous rendre la vie plus dure que vous ne l'aviez envisagée, surtout si vous avez laissé traîner quelques dettes. Désormais, essayez de ne plus vivre au-dessus de vos moyens, même si les conditions de crédit pour certains achats vous semblent excessivement alléchantes.

Verseau Journée faste sur le plan financier. Vénus en bel aspect aura tendance à vous faire des cadeaux. Certes, elle n'est pas très puissante, et vous ne devez donc pas vous attendre à gagner le jackpot. Mais une prime imprévue ou une plus-value inattendue pourront arriver à point pour vous permettre de vous faire plaisir ou de gâter vos proches.

Poisson Attention aux opérations financières hasardeuses ! Soyez très vigilant aujourd'hui, et méfiez-vous de personnes peu scrupuleuses qui tenteront d'abuser de votre confiance. Ouvrez l'oeil !

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs
Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Santé reproductive

Faure Gnassingbé distingué pour son engagement

Le président togolais Faure Gnassingbé a été honoré pour ses efforts remarquables en matière de santé reproductive. Le 25 février 2025, lors d'une cérémonie organisée à Lomé, il a reçu la distinction de "Pionnier" du Groupe interafricain d'étude, de recherche et d'application sur la fertilité (GIERAF).

Cette reconnaissance lui a été remise par Kolani Kanfitine, président du GIERAF, accompagné d'une médaille et d'une écharpe, symboles de son statut de Grand Acteur du Groupe. Sous la présidence de Faure Gnassingbé, le Togo a lancé plusieurs initiatives innovantes pour améliorer la santé reproductive. Le Plan national de développement sanitaire, qui met l'accent sur la fertilité et la prévention de l'infertilité, ainsi que la loi encadrant la Procréation médicalement assistée (PMA), en sont les principaux exemples. Ces efforts témoignent de l'engagement du Togo à offrir des solutions durables pour les défis de la fertilité dans la région. Le GIERAF, fondé en 2009 à Lomé, se consacre à la recherche et à la formation pour mieux gérer les problèmes d'infertilité en Afrique de l'Ouest et du

Centre. Il œuvre activement pour améliorer les prises en charge des infertilités à travers quinze pays de la région. Le Togo, en tant que centre d'activité du GIERAF, bénéficie ainsi d'une position stratégique pour impulser des réformes significatives dans ce domaine. Cette distinction a été remise au moment même où le GIERAF tenait son 9e congrès, du 20

au 22 février 2025 à Lomé. L'événement, réunissant des experts africains, a abordé des sujets essentiels pour la santé de la reproduction, sous le thème "De la prévention de l'infertilité à la préservation de la fertilité", et a permis de mettre en lumière les progrès réalisés, mais aussi les défis à relever pour un avenir plus fertile en Afrique.

Hélène Martelot



Santé

Le Togo renforce sa vigilance sanitaire contre le virus Lassa

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique du Togo a annoncé, le mercredi 26 février, la confirmation de cas de la maladie à virus Lassa dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Bien qu'aucun cas n'ait été enregistré sur le territoire togolais à ce jour, les autorités sanitaires restent vigilantes et ont d'ores et déjà mis en place des mesures pour prévenir l'apparition de cette fièvre virale hémorragique d'origine animale. Afin de contrer toute éventualité, un renforcement de la surveillance épidémiologique et de l'alerte précoce aux points d'entrée a été mis en place. L'organisation de la prise en charge des cas potentiels et une campagne de sensibilisation à l'intention des populations figurent également parmi les priorités des autorités sanitaires. Parmi les recommandations figurent des gestes simples mais efficaces pour réduire les risques de contamination. Il est conseil-

lé de renforcer les pratiques d'hygiène, notamment le lavage fréquent des mains, et de veiller à une manipulation sécurisée des aliments. Il est aussi primordial d'éviter tout contact avec les rongeurs, principaux vecteurs du virus, et de signaler rapidement tout cas suspect aux services de santé. La maladie à virus Lassa se manifeste par des symptômes variés, souvent

non spécifiques, tels que la fièvre, la faiblesse, des maux de tête, des douleurs musculaires et abdominales, ainsi que des troubles gastro-intestinaux comme les nausées, vomissements et diarrhées. Les autorités rappellent que, bien que la maladie ne soit pas encore présente au Togo, la vigilance et la prévention restent les meilleurs moyens de protéger la population.

Hélène Martelot



Changement climatique

Le plan de gestion du Lac-Togo validé à Aného

Le plan d'adaptation et de gestion du Lac-Togo au changement climatique a été validé à l'issue d'un atelier, le mercredi 26 février à Aného.

L'atelier est organisé par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières. Il a mobilisé une quarantaine de principaux acteurs et représentants des communautés riveraines du lac-Togo des préfectures du Golfe, des Lacs et de Vo. La rencontre a permis d'analyser le document, d'apporter des amendements nécessaires au plan pour son amélioration et sa durabilité en vue de sa validation. L'élaboration du plan résilient d'adaptation au changement climatique du système lagunaire avec un accent sur le lac-Togo s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-TOGO), financé par la FAO et le FEM. L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la productivité du système lagunaire à travers la réduction des risques et la vulnérabilité au changement climatique. Le plan vise également à renforcer la résilience et à améliorer le bien-être des populations riveraines ainsi que la capacité d'anticiper et de réagir avec succès au changement climatique susceptible de survenir. Il permettra aux populations de mieux organiser les activités pour renforcer la productivité du système



lagunaire dans le contexte des changements climatiques. Le document comporte la synthèse du diagnostic participatif des risques climatiques autour du lac-Togo, les risques climatiques et l'adaptation autour du lac-Togo, le cadre du plan d'adaptation et d'aménagement du lac-Togo et les états des lieux. Il fait allusion aux risques identifiés et options d'adaptation et d'aménagement, les stratégies et les dispositifs de mise en œuvre du plan et l'organe de gestion de lac-Togo. Le plan d'adaptation et d'aménagement du lac-Togo montre plusieurs options d'adaptation dégagées par les populations, entre autres, les options d'adaptation à fort impact sur les systèmes sociaux, environnementaux et écologiques et les mesures transversales de soutien à la résilience climatique. Ce plan met aussi en évidence les actions à entreprendre notamment la promotion de l'agriculture et l'élevage climatique résiliente, la gestion durable des ressources en

eau et halieutique, la restauration écologique et la lutte contre la dégradation des écosystèmes, le renforcement du dispositif institutionnel de la préparation et de la réaction aux risques climatiques. Il y a également le développement des connaissances et compétences sur les risques et la vulnérabilité climatique, le développement de la foresterie urbaine, la restauration/réhabilitation des mangroves et autres actions. Le document révèle que ces options et actions sont planifiées sur le court terme (2030), le moyen terme (2040) et à long terme (2050). Le coût global de la mise en œuvre de ces options d'adaptation s'élève à 305.101.000.000 FCFA. Ouvrant les travaux, le secrétaire général de la préfecture des Lacs, Lawson Latévi Agob a félicité le gouvernement pour cette initiative en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. Avec ATOP/DK/DH

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with multiple columns and rows showing economic data for Togo, comparing it to Senegal, Nigeria, and the USA. It includes categories like 'Produits d'exportation', 'Produits d'importation', and 'Produits agricoles'.

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN